

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

01 OCT. 2010

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOON

☎ : 04 72 61 61 51

✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment, l'article L 514-1 et R 512-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 régissant le fonctionnement des activités de la société PERRIGAULT dans son établissement situé ZAC Les Gouchoux Est à SAINT-JEAN-D'ARDIERES ;

VU le rapport du 6 septembre 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la société PERRIGAULT exerce, sur son site de SAINT-JEAN-D'ARDIERES, une activité de traitement chimique et de galvanisation des métaux relevant des rubriques 2565 et 2567 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT, de ce fait, que l'établissement de SAINT-JEAN-D'ARDIERES exploité par la société PERRIGAULT est assujéti aux dispositions de l'article R 512-45 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié visé ci-dessus ;

CONSIDERANT que, en application des dispositions de l'article 34 l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 précité, la société PERRIGAULT devait fournir le bilan de fonctionnement de son établissement de SAINT-JEAN-D'ARDIERES, au plus tard le 25 juillet 2010 ;

../..

CONSIDERANT que, à ce jour, la société PERRIGAULT n'a pas présenté le bilan de fonctionnement de son établissement de SAINT-JEAN-D'ARDIERES ;

CONSIDERANT donc que la société PERRIGAULT ne respecte pas les dispositions de l'article R 512-45 du code de l'environnement et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société PERRIGAULT, ZAC Les Gouchoux Est à SAINT-JEAN-D'ARDIERES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-45 du code de l'environnement et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié visé ci-dessus en présentant le bilan de fonctionnement de son établissement au plus tard le 31 décembre 2010.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-JEAN-D'ARDIERES,
- à l'exploitant.

Lyon, le

01 OCT. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER